

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

LES VEILLES

DU

PÈRE BONSENS.

VOL. I.

DE TOUT UN PEU

No. 5

Les Veillées du Père Bonsens se vendent à sous par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourraient adresser à l'éditeur propriétaire, N. Aumont à Belœil, Comte de Verchères ou au No. 34, Rue St. Gabriel Montréal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaldra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc. destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

La raison les offense; ils se mettent en tête
Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens.
Si quelqu'un desserre les dents,
C'est un sot, j'en conviens; mais que faut-il donc faire?
Parler de loin, ou bien se taire.

Le bon homme LA FONTAINE.

Troisième Entretien.

(Suite.)

Où mademoiselle Jacqueline reçoit ses voisines et fait encore des suppositions.—Où Monsieur Julien raconte comme quoi il a appris le grec, le latin, la philosophie et la plupart des sciences sans, après tout, faire un avocat ni un médecin ni un notaire.—Où on lui donne bien des conseils, où monsieur Bonsens lit plusieurs lettres qui lui ont été adressées, où il explique pourquoi le parlement n'est plus aussi indépendant sous la constitution actuelle que sous l'ancienne et cætera.

Jérémie.—Eh bien, monsieur Julien, si vous voulez suivre mon conseil, vous pouvez vivre sans rien faire. Il y a par ici un grand nombre d'habitants qui ont besoin d'argent pour payer leurs dettes, arrêter des poursuites, ou pour d'autres raisons; on a toujours besoin d'argent. Enfin tu peux leur en prêter à 20 et même à 30 pour cent. Comme ça tu te feras un beau revenu en te croisant les bras.

Pétrus.—Oui, mais pour rentrer dans ton capital, tu serais obligé de poursuivre, de faire vendre des terres, de mettre en feu des familles sur la paille. Ça ne me plairait guère à moi. J'aime bien à gagner en trafiquant, mais je n'aimerais à ruiner personne.

Jérémie.—Eh! tant pis pour ceux qui se laissent prendre. Tu pourrais racheter après cela les terres toi-même pour moitié de leur valeur, et en peu d'années tu serais l'un de nos plus-gros propriétaires.

Julien.—Que dites-vous de cela, papa Bonsens?

Bonsens.—Je dis que ce genre de spéculation ne me plairait pas. Je pense de plus que si le pays est un peu reculé, et les terres hypothéquées, c'est parce que nous avons trop de gens qui préfèrent prêter leur argent à usure plutôt que de le faire valoir eux-mêmes. Il n'y a pas de terre, pas même de commerce qui puisse donner sans rien faire année suivant l'autre des dix, vingt et trente pour cent. Tout ce que de l'argent placé comme cela peut faire c'est de hâter ou de retarder la ruine de quelqu'un, mais ça ne peut jamais sauver personne. A ta place, Julien, je prendrais une boutique, une petite manufacture, quelque chose enfin qui emploierait quelques pères de familles; le samedi quand tu paierais ton monde, quand même tu ne ferais pas un bien gros profit, tu serais plus content, de voir tes gens porter gaiement chez eux le produit de leur travail, que d'attendre les débiteurs qui viendraient t'apporter en rechignant ton intérêt usuraire, ou te demander impatiemment du délai. Ou, bien commerce sur les grains, et prends en société pour faire quelque jeune homme honnête et

expérimenté, dont tu feras ainsi l'avenir. Ou bien exploite plusieurs terres en les améliorant d'une manière prudente et éclairée ; tu feras, ainsi doublement de bien en employant des bras, et en donnant un exemple profitable à tes voisins.

Pétru.—Oui, et le plus grand bien que tu feras serait de montrer à beaucoup de nos fils d'habitants qui font de bonnes études, qu'il n'y a pas de honte à faire autre chose que d'être avocat, notaire ou médecin, surtout lorsqu'il y a déjà beaucoup plus de ces messieurs-là qu'on n'en peut nourrir honorablement.

Jean-Claude.—Prends des terres, j'en connais plusieurs à vendre.

Jérémie.—Si je ne devais pas autant sur la mienne, je te l'offrirais, pour prêter mon argent. Mais il ne me resterait, mes dettes payées, pas assez pour cela.

François.—Tu voudrais donc mettre les autres dans tes draps ; ce n'est pas bien honnête.

Androche.—Chacun se tire d'affaire comme il peut dans ce monde. C'est déjà assez dur pour joindre les deux bouts sans avoir des égards pour les autres. Avant tout il faut s'arracher.

Quenoche, entrant tout-à-coup.—J'abandonne les femmes. Voilà deux heures que je suis là, et je n'ai pas encore pu placer une parole. Dans le commencement ça allait assez bien, elles se faisaient des compliments en cérémonie, mais la familiarité s'est bien vite établie, et les voilà qui parlent toutes à la fois. Je n'y puis plus tenir, comme si ce ne serait pas plus commode de parler chacun son tour, vous avez qu'à voir !

François.—Eh ! voici le docteur Boudin et son confrère le docteur Bistouri. Ils ont l'air de se disputer. Parlent-ils politique ou médecine ? Nous allons nous amuser.

Bonsens.—Bonjour docteur Boudin. Soyez le bienvenu, docteur Bistouri. Entrez donc vous asseoir. Qui donc peut me procurer le plaisir de votre visite ? Avons-nous des malades dans le voisinage ?

Jacqueline, sortant de sa chambre avec précipitation.—Quoi ! deux docteurs chez nous ! Ah ! mon Dieu, le choléra serait-il déjà par ici ? Y a-t-il des fièvres ? Ou bien serait-ce la picotte ? En effet on dit qu'elle court par nos campagnes. Doux Seigneur, docteur, si c'est le cas ne m'ap-

prochez pas. Il faut que j'aille prévenir Monique et mes autres voisins pour qu'elles ne sortent pas de là-dedans tant que les docteurs ne seront pas partis. Je me sauve. Sainte Jacqueline ma bonne patronne, la picotte ! protégez-moi. Que deviendrais-je si je l'attrapais ! Je me sauve, je me sauve.

Bonsens riant.—Il y en aurait deux d'attrapées, la picotte et toi... Est-elle drôle ma sœur ? Tenez, à la voir ainsi vous croiriez qu'elle est bien effrayée de toutes les maladies et qu'elle laisserait mourir quelqu'un sans lui porter secours. Détrompez-vous. Tant qu'on parle d'épidémies ou de contagions élonguées elle semble près d'en mourir de peur ; mais dès qu'elles nous arrivent son bon cœur reprend le dessus et on ne peut plus l'arracher du chevet des malades qu'elle peut alors faire mourir à force de soins.

Le docteur Boudin.—Oui ! je dois lui rendre ce témoignage : lors du grand choléra je rencontrais toujours mademoiselle Jacqueline près des plus dangereux cas. Rien ne l'effrayait, borborignues, vomissements, colicapse ! La mort même ne l'éloignait pas.

Le docteur Bistouri.—C'est vraiment admirable ! Il y a tant de gens qui font les braves tant que la maladie est de l'autre côté de la mer, mais qui ne se montrent plus dès qu'elle paraît.

Boudin.—Vous pouvez tranquiliser mademoiselle Jacqueline, père Bonsens ; il n'y a pas de maladie ; jamais la santé de la paroisse n'a été meilleure, et, sauf quelques légères attaques d'inflammation des amygdales qui faisaient craindre des laringites et qui pouvaient dégénérer en diphthéries couenneuses si je n'eusse opéré à temps, tout le monde se porte bien. Ah ! j'oubliais, j'ai passé la nuit blanche près de Jérôme Corbin qui vient d'avoir une violente attaque d'apoplexie. Je l'ai saigné et il en sera quitte pour une paraplégie, j'espérais d'abord que ce ne serait qu'une hémiplégie mais...

Bistouri.—Eh ! docteur, rappelez-vous que nous ne sommes pas entrés chez Monsieur Bonsens pour l'entretenir de médecine, mais pour lui soumettre nos opinions sur la politique. Nous nous sommes rencontrés en consultation près d'un malade et, comme vous savez que

l'esprit de parti se mêle de tout en Canada, nous ne nous sommes pas accordés sur le traitement qui convient au patient. Il est inutile de vous dire de quelle affection il souffre ; toujours que mon savant confrère voulait le saigner...

Boudin.—Et mon savant confrère voulait le purger...

Bistouri.—Je faisais observer à mon savant confrère que l'école moderne n'avait recours à la saignée que dans des cas extrêmes et que même des hommes éminents dans la science exprimaient de grands doutes sur l'efficacité de ce moyen dans tous les cas. Là-dessus mon savant confrère m'a traité d'innovateur, de partisan des idées nouvelles, de philosophe et a fini par me traiter de rouge ! quoique l'appellation lui conviendrait mieux puisqu'il est en toute occasion plus prêt que moi à répandre le sang. Il veut en médecine saigner et en politique faire la guerre à propos de tout.

Bonsens.—Eh ! mon Dieu, comment voulez-vous que je juge entre vous, moi qui ne connais absolument rien en médecine ?

Bistouri.—Voici ce que c'est. Notre dispute qui, au début, n'était qu'affaire de profession n'a pas tardé à tourner entièrement sur la politique. Mon savant confrère, après m'avoir, à mots couverts, traité d'ignorant, me dit que ce sont les gens comme moi qui font le malheur des professions et des nations. Que, grâce à nous les peuples ne sont jamais tranquilles et les médecins n'ont jamais fini d'étudier. Qu'on devrait interdire tous ceux qui ne savent pas être contents du monde tel qu'il est. Que ce sont les partis politiques qui nous divisent à présent les uns contre les autres et font ainsi notre faiblesse. Je lui répondais que s'il n'y avait pas d'opposition dans un pays les majorités ne sauraient se conduire sagement. Que s'il n'y avait pas de partisans du progrès les hommes croupiraient de plus en plus dans l'ignorance et finiraient bien vite par rétrograder ; car lorsque le navigateur n'avance pas il ne tarde pas à reculer et il doit en être ainsi des peuples qui comme les vaisseaux sont exposés aux vents contraires aux courants qui ne doivent pas tarder à les entraîner si ceux qui les conduisent cessent de les diriger ou

avant dans leur route. Enfin notre querelle a duré long-tems, s'envenima, et durerait encore si pour la terminer sans nous brouiller à jamais nous n'avions résolu de la référer à monsieur Bonsens. Voilà pourquoi nous sommes venus.

Pétrus.—Et pendant tout ce temps-là qu'est devenu votre malade, l'avez-vous enfin saigné ?

Bistouri.—Non, mais sans moi...

Pétrus.—L'avez-vous purgé ?

Boudin.—Non, mais sans moi...

Pétrus.—Il est donc mort alors ?

Bistouri.—Non. La crise est passée. Il pourrait même se rétablir.

Boudin.—Il avait une si forte constitution !

Bonsens.—Eh ! mes amis, ne pourrait-il pas arriver en politique ce qui vient de se passer entre vous en médecine ? Tandis que les docteurs se querellent sur les remèdes à appliquer aux peuples il arrive souvent que ceux-ci se sauvent tout seuls, lorsqu'ils sont fortement constitués. Puisque vous voulez bien me demander mon idée là-dessus, à moi qui ne me mêle pas de politique, comme vous savez, quoique je me permette de penser là-dessus à ma façon sans consulter les maîtres docteurs, je vous dirai que selon moi, vous avez, comme il arrive presque toujours, tous deux raison jusqu'à un certain point et tous deux tort en quelque chose.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Pourtant, je croirais que puisque le malade peut guérir sans les docteurs, ils avaient tort tous les deux.

Androche.—Pour moi je dis et je vous rédis qu'il n'y a rien comme les remanchemens. Ils n'étudient rien et ils savent tout. Voyons, monsieur Bonsens, si vous étiez malade à qui vous fieriez-vous ? Ce n'est pas aux docteurs puisqu'ils ne sont pas d'accord entr'eux. Prendriez-vous un purgeur ou un saigneur ?

Bonsens.—Je tâcherais d'éviter les charlatans ou les hommes à système qui ne savent voir les choses que de leur côté. Mais pour en revenir à la question des partis politiques, puisque vous me demandez mon opinion là-dessus, je vous dirai que de tout temps il y a eu dans le monde deux partis, l'un qui veut le progrès, et l'autre qui le redoute. Les extrêmes de ces partis, car il y a toujours des gens qui ne savent pas être

modérés dans leurs vues, les extrêmes de ces partis sont, dans le parti libéral, les démagogues qui croient que le pouvoir est nuisible, et qui rêvent une société fraternelle, composée en entier d'hommes également laborieux, également vertueux, également intelligents, également sobres. Ce sont les fous qui méconnaissent la nature humaine. Les extrêmes du parti conservateur sont les rétrogrades qui croient que la perfection du gouvernement consiste à laisser les affaires des peuples à perpétuité entre les mains d'une famille, et de ses favoris, comme si la vertu, et les talents administratifs étaient héréditaires. Ces gens-là rêvent le retour de ce qu'ils appellent le *bon vieux temps*, c'est-à-dire l'époque où le roi disait : " nous voulons " et où ces deux paroles faisaient toute la loi; où les nobles tiraient pour s'exercer au fusil, sur les paysans, et lorsqu'ils en abattaient un allaient payer " trois francs pour la mort d'un vilain "; où l'on exécutait sans jugement, les hommes qui gênaient, et dont on jetait les cadavres à l'eau en inscrivant sur le sac qui les renfermait : " laissez passer la justice du roi "; ce qui évitait toute question, toute enquête; où les seigneurs contraignaient leurs censitaires à battre, toute la nuit, les étangs et le bord des rivières afin de faire taire les grenouilles qui auraient pu troubler le sommeil des manoirs; où les armées du roi, et des princes parcouraient les pays se logeant chez les citoyens, et se payant de leurs propres mains, et commettant mille abus qu'on n'ose pas seulement mentionner aujourd'hui. Les gens qui croient pouvoir ainsi retrograder sont aussi des fous qui ne songent pas que la machine à vapeur a émancipé le corps de l'homme, en lui permettant de changer de patrie, ni avec l'imprimerie qui émancipe son esprit en lui permettant de fixer à jamais ses connaissances, et en ouvrant dans tout l'univers des débats qui ne cesseront qu'avec l'humanité.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! C'est effrayant ce que vous nous dites-là, monsieur Bonsens. Quoi les rouges et les bleus continueront à se manger de toute éternité ?

Boudin.—Je disais bien que les rouges sont des socialistes, des énergumènes,

des gens qui veulent tout piller, tout mettre à feu et à sang, renverser la religion et la reine...

Bistouri.—Je savais bien que les bleus étaient de féroces pillards qui ne rêvent qu'à nous mettre le pied sur la gorge, qui voudraient abolir la liberté de la presse, abolir le parlement et faire sabrer ou emprisonner tout ce qui ne pense pas comme eux.

Bonsens.—Attendez un peu; je n'ai pas dit cela. J'ai dit que la division des partis est indispensable mais qu'il y a des deux côtés des exaltés, des exagérés qu'on ferait bien de ne pas écouter. Je crois qu'on ne discute pas assez parmi nous et qu'on s'insulte trop. Chacun croit que les chefs du parti contraire sont des scélérats et trop souvent la calomnie a tenu lieu de raisonnement. J'ai lu quelque part un proverbe turc qui dit : « On ne jette pas de pierres aux arbres stériles, » si on le répétait parmi nous on discuterait plus les questions et moins les personnes. J'ai quelquefois assisté à des discussions politiques à la porte des églises et il m'a semblé voir qu'on ne cherchait pas beaucoup à comprendre de quoi il s'agissait mais de qui il s'agissait. C'est ainsi qu'on abuse des sobriquets en politique. Par exemple pour certaines gens il suffit qu'on dise que M. Cartier a proposé une loi pour qu'ils la repossent, tandis que pour d'autres si on prête à M. Dorion une opinion quelconque tous la condamnent sans chercher à comprendre si elle leur serait utile ou nuisible.

Jean-Clavie.—C'est pourtant vrai ! Jusque dans le conseil municipal si un bleu propose d'arranger un chemin défoncé, les rouges disent qu'il est magnifique et si les rouges dans la société d'agriculture veulent acheter un bœuf on est sûr que les bleus le trouvent trop gras ou trop maigre.

Bonsens.—A propos de bœuf il faut que je vous conte ce que j'ai vu il y a vingt ans à la Havane où j'avais accompagné une cargaison de chevaux canadiens.

Pérus.—Se vendent-ils bien dans ce pays-là, les chevaux ? Si je savais cela j'en lèverais une bonne troupe par ici car ils vont être à bon marché, maintenant que les américains vont cesser de nous acheter les nôtres. Il faut que je

voie pour ça les gazettes de par-là. Mais, excusez-moi, monsieur Bonsens, si je vous ai interrompu.

Bonsens.—A la Havane donc, qui est une colonie espagnole, j'assistai à un grand combat où des hommes se battaient contre des lauréaux. Ça fait frémir à voir et on ne peut pas s'imaginer que des chrétiens puissent trouver quelque plaisir à une chose aussi cruelle. Bref, j'ai remarqué que toutes les fois que l'animal semblait mesurer tranquillement son adversaire et se disposait à le terrasser et à le percer de ses cornes, on détournait son attention et on le rendait aveuglément furieux en lui présentant des petits pavillons rouges; et tandis que la bête s'occupait de cette couleur son ennemi le saignait sans miséricorde. Depuis que je suis revenu en Canada il me semble qu'on suit un peu cette méthode et qu'on abuse singulièrement de la terreur du rouge. Et pourtant vous avouerez qu'il ne peut y avoir de rouges parmi nous à moins qu'on ne désigne ainsi les soldats anglais. Qui voudrait répandre le sang parmi nous? Ce ne sont pas sans doute ceux qu'on accuse de vouloir abolir la peine de mort. Qui voudrait partager les propriétés alors que tout le monde presque est propriétaire. Vous voyez bien, mes amis qu'on abuse des noms pour déguiser les choses.

Jérémie.—C'est bien triste toujours de nous voir divisés de cette manière à propos de deux couleurs qui ne sont pas défendues puisqu'elles sont toutes deux dans l'arc-en-ciel.

Androche.—Tiens c'te bêtise! qu'est-ce que l'arc-en-ciel a à faire avec la politique?

Bonsens.—Juste autant que les noms des couleurs que se donnent les partis. Tenez il faut des partis pour se modérer mutuellement. Il faut des libéraux pour marcher et des conservateurs pour ne pas aller trop vite. Ceux qui ne veulent pas voir cela sont des aveugles. En politique comme en toute autre chose il faut un certain équilibre et toutes les fois qu'on s'en écarte trop on commet des fautes et des crimes. Vous savez tous probablement, mes amis, qu'il y a eu voilà soixante-quinze ans une grande révolution en France pendant laquelle on a mis à mort des milliers et des milliers de victimes complètement innocentes.

Jean-Clavde.—Oui, j'en ai entendu parler quand j'étais petit, par un bon et respectable prêtre français qui avait été obligé de se sauver pour échapper à la mort. Il paraît que c'était abominable. On tuait tous les prêtres, tous les nobles; et tous ceux qui étaient soupçonnés de ne pas approuver toutes ces exécutions. Je n'aurais jamais pu croire que ces Français, qui, ordinairement sont si gais, si farceurs, si prêts à se dévouer quand il le faut, qui avaient si long-tems défendu leurs rois et leur religion, auraient pu commettre tant d'abominables crimes.

Boudin.—Oui et c'est là que voudraient nous mener tous les révolutionnaires d'aujourd'hui.

Bistouri.—C'est là que nous veulent conduire les biens qui sanctionnent le pillage; qui voudraient tous les jours restreindre davantage nos droits....

Bonsens.—Eh! Messieurs les docteurs, c'est certainement là que nous irons si les politiques persistent comme vous à s'insulter au lieu de raisonner, si les grands journaux qui ont tant de prétentions à la sagesse au lieu de prêter à leurs adversaires des intentions coupables cherchaient à les convaincre par des raisonnements et des exemples, si au lieu de se stigmatiser mutuellement par des noms injurieux sans signification réelle ils cherchaient à rallier les hommes contre un péril commun. Mais pour en revenir à la révolution française, elle a été causée faute d'équilibre et s'est livrée à des excès faute encore d'équilibre. Ainsi je pense qu'elle a été amenée parceque les affaires de la France avaient été conduites jusqu'alors, sans contrôle, par la noblesse et le parti conservateur. Il n'y avait jamais eu de parti libéral suffisamment fort pour faire respecter son influence. Il y eut un réveil terrible et les révolutionnaires se sont à leur tour livrés à des excès parceque dès les premières batailles la noblesse s'exila et abandonna le pays, les conservateurs se turent et les révolutionnaires n'ayant plus personne à égorger s'égorgerent entr'eux. Depuis ce tems-là, mes amis, l'éducation a fui de si grands progrès, quoiqu'elle marche plus lentement en France qu'ailleurs, que les Français ont chassé un roi, qui ne leur convenait plus au lieu de le tuer comme ils avaient fait de son frère trente sept ans aupara-

vant. Autre exemple. La Russie, comme vous l'avez sans doute entendu dire, traite la Pologne d'une manière qui fait frémir l'humanité. Pourquoi cela ? Parceque le parti libéral n'a pas de voix dans les affaires du gouvernement russe ; car, croyez-moi, les peuples ne se maltraiteraient jamais entr'eux s'ils n'étaient conduits par des égoïstes et des ambitieux de vaine gloire.

Androche. — Comme cela, monsieur Bonsens, vous êtes en faveur d'un gouvernement libéral ?

Bonsens. — Non, mon brave Androche ; je suis en faveur d'un gouvernement représentatif où toutes les opinions sont entendues et respectées, où libéraux et conservateurs peuvent gouverner tour à tour et se contrôler mutuellement.

Boudin. — Qui ! ils en ont fait de belles vos libéraux quand ils ont été au pouvoir. Quels abus ont-ils réformés ?

Bistouri. — Mon brave confrère, vous avouerez qu'il n'est pas facile de réparer en un an les abus accumulés depuis la conquête du pays. Dites-moi, si on vous appelait près d'un malade et que sur toute la route vous seriez attaqué par des confrères jaloux qui, au lieu de vous aider à traiter votre patient, ne feraient que chercher à renverser votre voiture et finiraient par vous jeter dans un fossé, trouveriez-vous qu'il serait juste de vous faire des reproches si le malade avait empiré pendant qu'il était censé être sous vos soins ! Voilà pourtant ce que l'on a fait de nos ministres à qui l'on n'a laissé aucun répit ; qu'on a harcelés sans relâche jusqu'à ce qu'on les ait jetés à terre.

Quenoche. — Vous avez qu'à voir ! Mais comment se fait-il que nos membres du Parlement ne leur donnent pas franc-jeu comme aux autres. C'est donc qu'ils n'ont pas confiance dans leurs talents. Il me semble, d'après ce que j'ai entendu dire, que nos membres étaient plus patriotes, plus indépendants, avant les troubles de trente-sept que depuis l'Union.

Jérémié. — Je vous dis que tout va de mal en pire. Comment expliquerez-vous cela, père Bonsens, vous qui dites que tout progresse et que les hommes s'améliorent par l'éducation ; je crois que là vous avez tort.

Pétrus. — Allons, allons, voilà-t-il pas

Quenoche et Jérémié qui se mêlent de raisonner. Il n'y a pas long-tems que ça ne souffrait mot. Je crois, père Bonsens, que vous allez tant leur en montrer qu'ils en sauront plus long que vous.

Quenoche. — Tu peux rire si tu veux, ça n'empêche pas que la chambre n'est pas comme du tems de mon père.

Jérémié. — Il n'y a pas de quoi rire. On paie tout plus cher excepté le grain et on dit que tout va encore renchérir et que le grain va encore baisser. Je ne ris pas moi et je pourrais bien plutôt pleurer. Je suis endetté et je paie douze pour cent d'intérêt et il y en a qui disent que c'est la chambre qui est cause de cela. Je ne comprends rien à ça moi et le père Bonsens est, sans votre respect, bien simple s'il appelle ça un progrès.

Bonsens. — Ecoute, Jérémié ; les hommes sont les hommes ; ils ne valent guère mieux les uns que les autres en politique, je crois déjà vous avoir dit cela ; mais il faut arranger les choses de manière que rien ne se puisse faire sans que le peuple qui paie en ait connaissance et y donne son consentement. Avant trente-sept chaque comté était représenté par deux membres, souvenez-vous de cela. Un des membres ne pouvait pas voter différemment de son collègue sans être obligé d'aller expliquer sa conduite devant ses électeurs en présence du collègue qui lui aussi expliquait son vote. Il n'y avait pas moyen d'acheter alors une conscience sans que les électeurs en fussent de suite informés. Aujourd'hui un membre vote comme il leur plaît, se vend, change même la constitution qu'il a juré de maintenir, et si, par hasard, on lui demande compte de sa conduite, il pose des conditions à la discussion ; il vient lire en public des gros livres, pleins de chiffres ; il dit que personne d'étranger au comté ne devrait parler ; que ceux qui lui répliqueraient parleront cinq ou dix minutes, enfin il a recours à mille moyens pour détourner l'attention du sujet en dispute, et l'assemblée se disperse sans qu'il soit possible de savoir si le représentant est approuvé ou condamné.

Boudin. — Mais où en serions-nous s'il fallait doubler le nombre des membres du Parlement ? Il me semble que cela coûte assez cher.

Bonsens.—Il n'y a que les ennemis du système représentatif qui le trouvent coûteux. Les conservateurs qui crient à l'économie seraient prêts à accepter une monarchie qui à elle seule coûterait autant que dix parlements. Je crois, moi, que jusqu'à ce que le peuple du pays ait pris l'habitude de lire les journaux afin de s'instruire directement de ses affaires on n'aura pas de parlement vraiment indépendant du pouvoir, des influences étrangères, subordonné aux intentions du peuple tant qu'on n'aura pas deux députés par comté. Ce qui me fait croire que j'ai raison c'est que l'acte d'Union qui a été imaginé comme le meilleur moyen de nous anéantir s'est empressé de changer l'ancienne constitution sous ce rapport. On pensait, avec raison sans doute, qu'on ne s'assurerait pas aussi facilement les services de complaisantes créatures s'il en fallait trouver deux par comté.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Ces anglais ! il faut que ça soit des sorciers pour penser à des tours pareils !

Bonsens.—Il n'est pas difficile d'être sorcier avec de braves gens qui ne soupçonnent pas le mal et qui croient aisément par conséquent tout ce qu'on leur dit sans rien vérifier. Croyez-moi, il n'y a pas aujourd'hui un seul sorcier qui voudrait se laisser examiner tranquillement pendant une heure et les sorciers politiques ne sont pas plus durs à confondre. Il faut seulement ouvrir les yeux et écouter les deux partis. Quant à moi, je ne crois pas plus aux sorciers bleus qu'aux sorciers rouges ; mais j'ai grande foi à la lumière de l'éducation.

Pétrus.—A propos de cela, Monsieur Bonsens, il me semble que vous deviez nous lire une lettre de votre filleul Louison qui est aux Etats.

Boudin.—Ah ! oui, lisez-nous ça ; j'ai hâte de voir comme cet enfant-là, qui était si bon, si sage, lorsqu'il est parti doit avoir été corrompu par le contact de ces damnés d'américains qui ne pensent qu'à l'argent, qui peuvent vendre père et mère ; qui ne s'enrichissent qu'en s'attrappant les uns les autres, qui ne croient ni à Dieu, ni à diable, qui laisseraient crever un chrétien sans lui tendre un verre d'eau.

Bistouri.—Tandis que vous, confrère, vous donneriez bien un verre d'eau à un chrétien qui creverait de faim.

Boudin.—Confrère, je ne vous parle pas.

Bonsens.—Eh ! messieurs les docteurs, un peu de paix, s'il vous plaît, il n'y a personne ici de malade. Voici la lettre :—« Mon cher parrain.—Je prends la liberté de vous écrire de plume comme vous avez eu la bonté de m'en prier pour vous apprendre que ma santé, grâce à Dieu, a été heureusement préservée malgré les périls que j'ai courus avec tant d'autres qui n'ont pas eu ce bonheur-là et qui sont revenus de la guerre blessés et tués, et je souhaite qu'il en soit de même pour vous. Mais enfin cette affreuse guerre est finie et j'en suis bien content. J'ai eu mon congé quoique mon temps n'était pas fini ; mais tous ceux de notre régiment à l'exception de trois ou quatre mauvais sujets, étaient bien sûrs de s'en retourner, car voyez-vous en tems de paix la vie de soldat est une vie de paresseux et de vagabonds. Nous avions honte de nous-mêmes dès qu'il n'y eut plus d'ennemis à craindre. On dit que dans les vieux pays les gouvernements n'oseraient pas renvoyer tant de soldats à la fois parcequ'ils craindraient d'être renversés ; le gouvernement américain n'y a pas mis tant de façon. C'est peut-être que personne n'a d'intérêt à le renverser.

« Vous me disiez dans votre lettre de vous parler un peu de la guerre. Tenez, mon parrain, à présent que c'est fini, je crois qu'il vaut mieux n'en rien dire, car à présent que ces choses-là sont passées je frémis quand je pense combien les hommes sont cruels ; je ne peux pas croire qu'on puisse comme cela massacrer des milliers de nos semblables et pourtant j'ai fait de mon pire ; que voulez-vous, quand on ne voit autour de soi que des visages d'enragés, qu'on voit tomber des camarades, que le sang d'un ami, à qui on parlait une minute avant, vous vole au visage on devient bête sauvage. On m'a dit que les gazettes disent qu'un anglais du Canada a assuré à la Reine d'Angleterre que notre pays est prêt à devenir le champ de bataille de la Grande Bretagne. Il n'a jamais vu de champ de bataille cet homme-là ou bien il est terriblement féroce. S'il avait vu les fermes saccagées, les maisons en feu, les récoltes pilonnées par la cavalerie, les vieillards, les femmes et les enfants éplorés se cacher dans les

bois et ne plus reconnaître à leur retour la place de leurs anciennes demeures ; s'il avait entendu pendant des nuits entières les hurlements des blessés laissés sans secours, je crois qu'il n'offrirait pas si légèrement notre pays aux armées ennemies, ou bien c'est qu'il ne se proposerait pas d'aller lui-même à la bataille. Tenez, mon parrain, je crois que si l'on envoyait toujours aux premiers rangs ceux qui causent les guerres il ne s'en ferait pas souvent.

« Je suis de retour à New-York depuis quelques mois et je serais retourné au Canada sans les cols de chemise de papier. Je m'explique. Le lavage est bien cher par ici ; on ne peut faire laver un col de chemise à moins de six sous. Il y a par ici des gens qui, tout en jonglant, ont pensé qu'avec une machine à vapeur on pouvait faire des cols de papier plus beaux que ceux de toile et qui ne reviendraient qu'à trois sous, de manière, comme vous voyez, qu'il y aurait plus d'économie à jeter son col sale qu'à le faire laver.

« Quand quelqu'un a une bonne idée par ici elle ne prend pas grand tems à se répandre, et on rit bien de ceux qui essaient de l'écraser. On ne vit bientôt plus partout dans tous les vitraux que des cols de papier. Les couturières commencèrent à se désespérer, croyant qu'elles n'auraient bientôt plus d'ouvrage, mais il n'en fut pas ainsi. Un col de toile durait un an et plus tandis qu'un col de papier dure un jour ; de manière qu'il en faut plus de trois cents fois davantage. Il fallait des filles pour empaqueter les cols, coller des étiquettes sur les boîtes de carton contenant une douzaine ; on n'en peut trouver assez à ce qu'il paraît. Bref, la mode se répandit dans toutes les campagnes, de sorte qu'il fallait des caisses pour emballer cette nouvelle marchandise ; je lus dans une gazette qu'on demandait des charpentiers à qui on offrirait de bonnes gages. Vous savez que par chez nous tout le monde sait plus ou moins travailler le bois. Bref, j'entraî dans une boutique où je gagnais aisément mes trois piastres par jour à la pièce et où nous sommes plus de cent hommes qui ne faisons que des caisses. Pas loin de notre boutique il y a un cartonnier qui emploie plus de huit cents personnes, femmes et enfants à faire des petites boîtes de carton pour

mettre dans nos grandes caisses, et voilà comment il se fait que les cols de papier m'ont empêché de retourner en Canada, bien que j'avais une terrible envie d'aller vous embrasser ; et voilà comment d'une simple petite idée est né un grand commerce et comment un ouvrage en amène d'autre.»

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Jérémie, veux-tu te mettre en société avec moi et nous allons faire des chemises de papier. Si ça paie de faire des cols ça paiera bien mieux de faire des chemises tout entières. Je crois que Louison se permet d'en conter à son cher parrain. Le soldat aime à se gausser du monde.

Jérémie.—J'ai été pincé une fois avec une invention nouvelle, la fameuse poudre d'engrais ; on ne m'y reprendra pas.

Pétras.—Eh ! laissez donc monsieur Bonsens nous rachever sa lettre. Il me semble que ça me donne des idées que je n'avais pas avant. Voyons voir la suite.

Bonsens, continuant de lire : « On me dit que pendant la guerre il n'y avait pas grand'chose à faire par chez vous et que depuis que c'est fini ça va encore plus mal. En effet dans toutes les manufactures on rencontre beaucoup de canadiens ; ça me fait bien de la peine car vous ne savez pas vous autres combien c'est dur de ne plus voir le clocher de son village, de ne plus comprendre les enfants qui parlent dans la rue, d'avoir à demander de l'ouvrage à des gens qu'on ne connaît pas. Mais quand on ne peut pas faire autrement ça se comprend. Je ne retournerai au pays que quand je pourrai y gagner ma vie en travaillant. Écrivez-moi, mon cher parrain, quand ce temps-là sera venu.

« Il est entré l'autre jour à la boutique un homme, une espèce d'enjoleur irlandais qui m'a dit que comme j'étais canadien je devais détester l'Angleterre et que le meilleur moyen de servir mon pays était de me mettre fébian, c'est un nom qu'ils ont pour désigner une société secrète ; qu'on m'engagerait comme soldat des que j'aurais prêté le serment de garder le secret. Je lui ai répondu que je ne comprenais pas bien comment il peut y avoir une armée secrète ; que l'on ne doit pas avoir besoin de se cacher pour faire le bien, que si le Canada était mécontent il pouvait le montrer ; que quand on a le droit de vote on n'a pas celui de prendre le fusil...»